



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article2639>

L'ONU dénonce "un crime contre l'humanité " en Guinée

- Actualités - Politique -



Date de mise en ligne : lundi 21 décembre 2009

Union des Forces de Progrès

Des tirs en rafale sans sommation sur une manifestation politique pacifique réunie dans un stade. Des civils encerclés par l'armée et tués sur place à l'arme automatique, au poignard, à la baïonnette, tabassés à mort à coups de planches à clous. Des femmes violées par dizaines et atrocement mutilées, d'autres enlevées pour servir d'"esclaves sexuelles" dans les camps de l'armée et les villas des officiers...

La commission de l'ONU sur les événements de Guinée juge que les massacres et autres violences perpétrés le 28 septembre et les jours suivants à Conakry, la capitale, relèvent du "crime contre l'humanité". Dans un rapport remis samedi soir 19 décembre au Conseil de sécurité, la commission en impute la responsabilité au chef de l'Etat guinéen : "La commission considère qu'il existe des raisons suffisantes de présumer une responsabilité pénale directe du président Moussa Dadis Camara."

Les trois rapporteurs décrivent, au fil d'une soixantaine de pages aussi précises que détaillées, non pas une journée d'affrontements politiques qui aurait mal tourné, mais une série de tueries "systématiques", de viols et d'actes de torture "organisés" contre une partie de la population. Ils réclament la saisine de la Cour pénale internationale et nomment plusieurs personnes de l'entourage direct de M. Camara comme présumées responsables, avec lui, de ces "crimes contre l'humanité".

TROIS JOURS

Les violences vont durer trois jours à Conakry. Objectif : intimider tous ceux qui contestent l'intention de M. Camara, le chef de la junte militaire au pouvoir depuis 2008, de se présenter à l'élection présidentielle de 2010. La candidature du chef de la junte reniait un engagement préalablement conclu avec tous les partis, selon lequel il renonçait à participer au scrutin. M. Camara est aujourd'hui en convalescence au Maroc. Il a été blessé par balles le 3 décembre dans une tentative d'assassinat attribuée à son aide de camp, le lieutenant Aboubacar Sidiki Chérif Diakité, dit "Toumba", actuellement en fuite. Mais le rapport de la commission de l'ONU est tellement accablant pour M. Camara qu'il est difficile d'imaginer que celui-ci, même guéri, ait encore un semblant d'avenir politique.

Les rapporteurs confirment certains chiffres précédemment cités : 156 personnes tuées ou disparues le 28 septembre ; au moins 109 femmes ou jeunes filles victimes de viols, de mutilations sexuelles et d'esclavage sexuel.

La commission, qui a entendu quelque 700 témoins, juge que les autorités ont tout fait pour masquer la vérité et affirme : "Le nombre des victimes est très probablement plus élevé." Elle mentionne des "centaines d'autres cas de torture, de traitements cruels et dégradants" imputables aux forces de sécurité dans les jours qui suivirent le 28 septembre.

La commission a été mandatée sur ordre du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, directement saisi par le ministre des affaires étrangères français, Bernard Kouchner qui a mobilisé l'Union européenne, les Etats-Unis et nombre de pays d'Afrique sur cette affaire.

Pour leur journée de protestation, les mouvements d'opposition avaient choisi le 28 septembre, date anniversaire de l'indépendance, en 1958, de cette ancienne colonie française sur la côte ouest de l'Afrique. Et ils avaient décidé de tenir leur manifestation à Conakry dans le stade dit du 28-Septembre.

Quelques milliers de personnes se rassemblent tôt le matin sur la pelouse, les gradins et alentour. Il y a déjà eu en ville des affrontements brefs avec les forces de sécurité. Les dirigeants de l'opposition sont à peine installés à la tribune que des coups de feu retentissent à l'extérieur du stade. Des manifestants s'en prennent à des gendarmes.

Quelques instants plus tard, arrivent des soldats de la garde présidentielle, les Béréts rouges - auxquels la commission va attribuer l'essentiel des crimes. Une unité entre dans le stade et tire sans sommation, à l'arme automatique, en rafales : des dizaines de personnes sont fauchées, d'autres piétinées à mort dans la panique qui s'ensuit. Les manifestants cherchent à fuir. Mais ils sont piégés, relate la commission de l'ONU : à l'extérieur, une autre unité de Béréts rouges a bloqué les sorties du stade avec du fil de fer barbelé électrifié. La campagne de terreur peut se poursuivre. Appuyés par des gendarmes et des miliciens pro-Camara masqués et habillés en noir, les Béréts rouges continuent à tirer sporadiquement, ils poignardent, tabassent et violent.

"FAIRE UN MAXIMUM DE VICTIMES"

"Plusieurs corps de victimes récupérés par les familles avaient reçu des balles dans la tête, le thorax ou les côtes", écrit la commission. Elle ajoute : "L'utilisation d'armes mortelles contre des civils non armés, le fait d'ouvrir le feu à balles réelles et sans sommation sur une foule compacte assemblée sur la pelouse et d'avoir tiré jusqu'à épuisement des balles et visé les parties du corps comprenant les organes vitaux sont autant d'indications de l'intention préméditée de faire un maximum de victimes parmi les manifestants."

Les soldats ont isolé nombre de femmes et de jeunes filles du reste des manifestants. Certaines sont emmenées au camp militaire Alpha Yaya Diallo, et dans des villas pour servir, plusieurs jours durant, d'esclaves sexuelles aux militaires. D'autres sont violées sur place. La commission a retracé des scènes d'une rare violence : "Des femmes ont été violées avec des objets, notamment des baïonnettes, des bâtons, des morceaux de métal, des matraques" ; "des militaires ont achevé des femmes violées en introduisant les fusils dans leur vagin et en tirant" ; "une femme aux yeux bandés, qui avait été violée, a été égorgée par un militaire au moment où elle arrachait le foulard de ses yeux."

Le massacre du stade s'arrête vers 14 heures. Des norias de camions acheminent les corps vers les morgues de la ville, d'où ils sont vite retirés par l'armée pour être enterrés dans des fosses communes. "Les militaires ont coupé les bras et les jambes de certains cadavres afin de les faire entrer plus facilement dans les fosses", rapporte l'ONU.

Mais dans les deux jours qui suivent, la terreur se poursuit à Conakry. Les blessés sont traqués dans les hôpitaux, quelquefois tués sur place ; les soldats commettent d'autres viols ; les domiciles de dirigeants de l'opposition sont pillés par les partisans du capitaine Camara.

A plusieurs reprises, l'ONU insiste sur le fait que cette campagne de terreur semble avoir été préméditée et organisée pour briser l'opposition. Outre le capitaine Camara, le rapport cite parmi les responsables les plus directement impliqués dans ces crimes : le lieutenant Aboubacar Sidiki Chérif Diakité (Toumba), le commandant Moussa Thiegboro Camara, chef des services spéciaux, le capitaine Claude Pivi.

► Alain Frachon

[LE MONDE](#)